

ADMINISTRATION
Imprimerie F. RUEDI
 Lausanne
 3, Jumelles — Tél. 12-44

ABONNEMENTS:
 Suisse, 4 fr. par an; autres
 pays, 6 fr. par an.
 10 centimes le numéro.

La Voix de l'Humanité

Organe de la « Ligue pour la défense de l'humanité
 et pour l'organisation de son progrès »

Les membres de la Ligue pour la défense de l'humanité fixent de leur propre gré le montant de leur cotisation.
 Compte de chèques postaux: III. 496.
 Envoi gratuit des statuts de la ligue et de numéros spécimens de tous ses organes. S'adresser au secrétariat, Lausanne, 3 Jumelles.

Comité suisse de la Ligue: D^r Aug. FOREL; Albert LOCHER, G. MÜLLER, conseillers nationaux; A. SUTER, ancien président du Conseil communal de Lausanne; D^r Tschumi, président du gouvernement bernois; D^r Moser, conseiller d'Etat, Berne; D^r R. Broda; A. Sessler (Berne), anc. président du tribunal; D^r A. de Quervain, professeur à l'Université de Zurich; F. RUEDI, ancien député du Grand Conseil vaudois, Lausanne; E. RAPIN, pasteur, président honoraire de la Société vaudoise de la paix; M^{me} VUADENS-CALMUS, Vevey; M^{me} WALDHARDT-BERTSCH, Berne; E. PEYTREQUIN, vice-président du Conseil communal de Lausanne; H. HODLER, Genève, etc.

Comité de patronage international: Jean LONGUET, député de la Seine; Lucien LE FOYER, anc. député de la Seine; Gustave HUBBARD, anc. député de Seine-et-Oise; Ramsay MACDONALD, de la Chambre des Communes; Lino FERRIANI, procureur-général honoraire, Côte; W. FÖRSTER, président du Bureau international des poids et mesures; Dr. N. af URSIN, anc. vice-président de la Diète finlandaise; Sir Robert STOUT, anc. premier ministre de la Nouvelle-Zélande, etc.
Président de la Ligue: D^r R. Broda, directeur des « Documents du Progrès ».
 Prière d'envoyer à M. Fr. Ruedi, membre du Comité suisse, Lausanne, Jumelles 3, tout ce qui concerne la rédaction de la « Voix de l'Humanité ».

Nos appels à la conscience de chaque nation se publiant en sa langue, nous prions nos lecteurs de consulter les autres organes de notre Ligue pour se rendre compte de son but impartial.

PROPOS DE GUERRE

Genève, le 17 août 1917.

Après trois ans de guerre. — Aspirations nouvelles. — Les Alliés et la paix.

La troisième année de guerre est maintenant derrière nous. Loin de devenir une réalité, la paix par la victoire, à laquelle les gouvernements continuent obstinément de sacrifier, s'éloigne toujours plus à l'horizon, sans cependant laisser l'imagination des hommes. Impuissants à maîtriser les fatalités qu'ils ont déchainées, les dirigeants ne savent qu'ordonner sans cesse de nouvelles vaines hécatombes. Partout règnent l'incertitude, le doute, la peur du lendemain que dissimulent mal les déclarations aussi optimistes que trompeuses des gouvernants, où le vrai et le faux sont si habilement mêlés qu'il apparaît de plus en plus difficile, en les lisant, de formuler un jugement sain. Essayons pourtant de nous représenter la situation réelle, dégagée des multiples interprétations gouvernementales.

Si l'on considère le bilan militaire des douze mois écoulés, on ne peut méconnaître qu'il solde, à première vue, en faveur des empires centraux. Les nombreuses offensives que les puissances de l'Entente ont organisées en 1916 et en 1917 n'ont jusqu'ici obtenu que des résultats insignifiants, hors de proportion avec les forces mises en jeu. La Roumanie, dont l'intervention tant désirée, semblait devoir modifier en faveur des Alliés la situation dans les Balkans, a vu plus des deux tiers de son territoire envahi. La Russie, après quelques succès partiels, a dû évacuer la Galicie et la Bukovine. La Belgique n'est pas délivrée, la Serbie ploie sous le joug, la Pologne n'est pas libre, plusieurs départements français demeurent occupés, et sur les mers l'insécurité des communications s'est accrue d'une manière fâcheuse. L'Entente ne peut inscrire à son actif que la reprise de quelques cantons en France et une avance en Mésopotamie. Les prévisions d'ordre économique ne se sont pas non plus réalisées: l'Allemagne n'est pas affamée, elle n'est pas ruinée, elle reste debout, invaincue, capable de porter encore de rudes coups à la coalition. Qu'on l'admire ou qu'on s'en afflige, cela est.

Et cependant, malgré ces succès, l'Allemagne est plus éloignée que jamais de conclure une paix victorieuse, dans le sens complet du terme. Non seulement ses ennemis demeurent aussi résolus que par le passé et aussi forts, mais, par une lourde faute de jugement de ses propres dirigeants, elle a réussi à en susciter de nouveaux, et parmi eux un peuple invincible de cent millions d'âmes qui, par ses capacités techniques, son audace, sa ténacité, son absence de sentimentalité, son orgueil, est à la taille du peuple allemand, qui, demain, viendra grossir de ses contingents les armées des puissances occidentales et redonner de nouvelles illusions à ceux qui, abandonnés à eux-mêmes, finiraient peut-être par céder de lassitude.

Erreur considérable, mais dont les conséquences sont encore éloignées. Car jusqu'à ce que l'aide apportée par ce nouveau belligérant pèse d'un poids décisif sur le plateau de la balance, que de temps encore! Quel calvaire les peuples ne devront-ils pas gravir avant d'assister au *Te Deum* de la paix victorieuse, celle qui jettera le vaincu à genoux, prêt aux ultimes sacrifices! Et invinciblement se pose à tous ceux qui n'ont pas abandonné leur cœur et leur raison au Moloch nationaliste l'angoissante question: Est-ce nécessaire! Avons-nous le droit? Pourquoi?... En d'autres termes, la victoire des puissances de l'Entente dispensera-t-elle au monde de tels bienfaits qu'il soit permis, sans remords, de lui sacrifier encore des millions de vies? Ou, question plus troublante encore, une paix durable ne peut-elle pas être obtenue par d'autres moyens qu'en poursuivant la guerre jusqu'à son dernier terme qui ne signifie rien moins que la ruine de l'Europe et l'anéantissement des biens les plus précieux?

Malgré les sophismes des dirigeants, les excitations de la presse, l'obscurantisme de la censure, ces questions se posent de plus en plus devant la raison et devant la conscience des peuples. Lasse des vagues formules qui composaient sa religion dans la première partie de la guerre, l'opinion veut savoir pourquoi l'on se bat et pourquoi les gouvernements ne tendent pas de toutes leurs forces vers la paix. Elle entend dès maintenant connaître les conditions concrètes de l'ordre international futur, peut-être parce qu'elle pressent confusément que c'est de la libre discussion et de la libre comparaison que naîtra la paix, plus que de l'action des armées. D'ailleurs, la stabilisation des fronts a eu pour effet de détourner les esprits de la guerre matérielle pour les porter à réfléchir davantage sur le sens de la lutte et sur les multiples problèmes qu'elle pose. Nous en sommes arrivés à une époque où une question d'ordre politique telle que la réunion de la Conférence de Stockholm prend une plus grande place dans les préoccupations publiques que les péripéties de telle ou telle offensive. Et cela est un symptôme.

Cette évolution de l'opinion, rapide au cours des derniers mois, est pour une bonne part l'œuvre de la Révolution russe, qui a non seulement libéré un grand peuple du joug d'un régime corrompu, mais du même coup, par l'effroi qu'elle a porté dans le camp des gouvernants, a déterminé un salutaire renouvellement dans le domaine des idées. Les formules impérialistes sont maintenant battues en brèche et, qu'ils le veuillent ou non, les gouvernements sont bien obligés de s'adapter au nouvel état d'esprit.

Une aspiration commune se dégage des souffrances de tous les peuples: c'est que cette guerre ne serve plus à des fins purement nationales, mais à des fins organisatrices mondiales, et que la paix future soit le point de départ d'une ère nouvelle dans la vie des nations, désormais maîtresses de leur sort et assagies par l'expérience.

Sans doute, il reste dans tous les pays bien des esprits qui avec ténacité s'accrochent aux vieilles formules du *credo* nationaliste: ici les pangermanistes illuminés qui, en voulant asseoir l'Allemagne sur un trône, lui ont creusé un tombeau, là, les fouguesux théoriciens de la frontière du Rhin, conglobés de monarchistes et de jacobins possédés du même esprit de rapine, ailleurs les ardents patriotes qui ont décrété que l'Adriatique devait être un lac italien... Mais ce ne sont là que des minorités dont la force est plus souvent faite de la pusillanimité de leurs adversaires anti-annexionnistes que de l'assentiment de l'opinion.

La preuve que, malgré tout, le vent ne souffle plus à l'impérialisme, c'est que les gouvernements eux-mêmes se prennent à balbutier les éléments d'un langage nouveau. Il ne s'agit plus de punir l'ennemi en le spoliant de quelques provinces, en lui imposant une ruineuse indemnité et en paralysant son développement futur. Bien qu'il subsiste d'importantes divergences sur la façon dont il convient de l'interpréter, l'esprit de la formule « pas d'annexion, pas d'indemnité » tend à prévaloir. Ici, on parle d'une paix de réconciliation, là d'une paix démocratique. C'est tout de même un progrès qu'on aurait tort de mépriser. Assurément cela n'empêche pas les états-majors de poursuivre leur besogne de destruction, mais cela permet au moins d'entrevoir, à travers les tristesses d'aujourd'hui, un lendemain moins sombre, l'aube du retour à la raison et au bon sens.

Du choc des controverses, trois idées solidaires se dégagent qui président à la reconstruction du monde de demain et, malgré la résistance des forces du passé, s'imposent peu à peu à tous les peuples comme une nécessité historique: démocratie, droit des peuples, fédération.

Que les peuples disposent librement d'eux-mêmes et établissent entre eux une association garantissant à chacun ses droits essentiels et assurant la paix du monde dans l'intérêt de tous, c'est ce qu'exigent impérieusement l'esprit du temps et la raison éclairée par l'expérience. Mais est-il indispensable, pour que ces idées triomphent, qu'un des belligérants réduise son adversaire à l'impuissance totale et, à tout prix, même à celui de l'anéantissement de millions d'hommes, sorte finalement victorieux de la lutte?

On pourrait le soutenir si les idées qui sont destinées à former les assises de l'ordre nouveau étaient défendues par un seul groupe de nations, tandis que le groupe adverse se réclamerait de principes nettement opposés. Mais qui oserait affirmer, en connaissance de cause, qu'il en est bien ainsi dans la réalité?

On ne saurait nier en toute honnêteté que jusqu'ici les idées d'ordre international n'aient rencontré un meilleur accueil auprès du public des nations de l'Entente qu'auprès de celui des puissances centrales, encore que l'acquiescement du premier soit plus souvent verbal qu'effectif. Cependant qui-conque connaît les différents peuples aux prises doit

également convenir que les idées anarchiques qui sont à la base du régime actuel trouvent aussi de nombreux défenseurs parmi les peuples alliés et que, d'autre part, les idées dites « pacifistes » ont fait quelque progrès en Allemagne et en Autriche. Ceux qui reviennent de grandes illusions se mettent parfois à mieux raisonner que ceux qui croient n'en point avoir parce qu'ils vivent toujours sur le même fonds d'idées.

En réalité, l'antagonisme des principes n'est pas tel qu'un accord soit impossible entre les deux parties. Dès maintenant les éléments d'une paix équitable consacrant le droit des peuples et rendant leur réconciliation possible existent sans aucun doute. On peut s'en convaincre en lisant, par exemple, les déclarations des différentes délégations socialistes pour la Conférence de Stockholm, qui, dans le cas particulier, expriment non seulement l'opinion d'un parti, mais le sentiment général. Il n'y a dans ces documents, rédigés parfois sous l'œil bienveillant des gouvernements, rien d'absolument irréductible, rien qui ne pourrait être finalement concilié si une même volonté de paix animait les négociateurs. C'est lorsqu'on les compare qu'il apparaît avec évidence combien il est absurde de continuer à se battre. On ne pourra pas toujours empêcher que cette évidence n'éclate aux yeux des peuples.

Au cours de la guerre actuelle, les erreurs diplomatiques des gouvernements alliés ont été nombreuses, mais, à notre avis, celle qu'ils sont en train de commettre dépasse toutes les autres par la gravité des conséquences.

Cette erreur consiste à traiter toute paix de conciliation comme une paix consacrant le triomphe de l'Allemagne. D'abord, c'est maladroit. Les circonstances peuvent obliger les Alliés de renoncer à imposer leurs conditions à l'ennemi et de se rallier à l'idée d'une paix transactionnelle. En décrétant d'avance que toute paix transactionnelle est nécessairement une paix allemande — ce qui n'est d'ailleurs pas vrai — ils préparent eux-mêmes la victoire de l'Allemagne devant l'opinion. Cela a déjà été une lourde faute de leur part de laisser l'Allemagne prendre l'initiative des premières avances de paix. C'est l'aggraver encore que de refuser systématiquement toute discussion, même lorsque les principes défendus par les Alliés sont reconnus comme devant lui servir de base. Puisque les puissances de l'Entente déclarent combattre, non pour anéantir l'Allemagne, mais pour instaurer une paix durable basée sur le respect du droit des peuples, c'est à elles qu'il appartient de proposer une paix conforme à leurs principes, de maintenir constamment ces propositions quel que soit l'état de la carte de guerre et de s'efforcer d'y rallier une minorité croissante dans le sein des Empires centraux. Que les Alliés ne se contentent pas d'avoir une politique de guerre, d'ailleurs médiocre, mais qu'ils aient aussi une politique de paix !

Pour cela, il faut évidemment que les propositions concrètes des dirigeants alliés soient en harmonie avec les principes pour lesquels luttent leurs peuples. Or, c'est loin d'être toujours le cas. Le refus du gouvernement français et du gouvernement italien de procéder à une consultation des populations intéressées de l'Alsace-Lorraine, du Trentin et des autres régions contestées — refus étayé sur de très mauvais arguments — n'est rien moins que conforme au principe du droit des peuples. Les prétentions, non encore démenties, de certaines puissances de l'Entente sur la Turquie d'Asie ne le sont pas non plus. Puisque les nations alliées prétendent vouloir faire régner sur la terre la justice, la liberté et toutes les vertus, il s'agirait d'abord qu'elles eussent les mains propres.

Le gouvernement russe avait, il y a quelque temps, pris l'initiative de proposer la réunion à Paris d'une conférence chargée de réviser les « buts de guerre » des Etats alliés. Par suite de la nouvelle politique du gouvernement russe, cette proposition semble avoir été abandonnée. C'est regrettable parce que,

sous l'influence de l'esprit révolutionnaire, la Russie aurait été capable d'exercer une action salutaire sur les autres gouvernements de l'Entente et de déterminer parmi les peuples alliés un mouvement populaire en faveur de la paix.

Espérons cependant que par l'effet de la Conférence de Stockholm, qui finira tout de même bien par se réunir une fois, l'idée d'une telle conférence sera reprise. Mais rien ne peut se faire tant que l'opinion demeure inerte et fataliste. A quelques symptômes nous voyons pourtant qu'elle commence à secouer sa torpeur. Il faut à cet égard saluer comme un heureux présage le réveil socialiste en France, en Angleterre, en Allemagne. La rupture de l'union sacrée dans tous les pays en guerre et la fin de la collaboration socialiste à l'œuvre néfaste et incohérente des gouvernements sont les premiers termes nécessaires d'une vigoureuse action pour la paix des peuples.

H. HODLER.

L'organisation de la liberté

par le Dr A. FOREL.

II

L'organisation de la liberté est-elle devenue possible ?

A cette question, je réponds hardiment « oui » ; mais à la condition qu'une société des nations (les Etats-Unis de la Terre) soit créée, puis mise en état de maintenir une paix durable entre les peuples en supprimant les guerres entre les Etats civilisés par une réduction, au moins graduelle, des armements réciproques. Il s'agit là d'adapter la férocité héréditaire de notre nature à une paix internationale équitable à l'aide d'une bonne organisation supranationale entre les Etats. Si les gouvernements des 52 Etats, existant actuellement, le veulent, ils le peuvent¹⁾.

Mais la réponse à notre question est presque aussi complexe que le sont les relations internationales actuelles entre les Etats, et ce n'est pas peu de chose. Elle serait néanmoins bien plus simple, si l'affectivité, naturelle à la mentalité humaine, affectivité excitée actuellement jusqu'à une sorte de folie générale, ne venait pas partout brouiller les cartes. Nations et individus se suspectent mutuellement de toutes les intrigues, les vices et les horreurs possibles, tout en exaltant l'héroïsme et la vertu de leurs propres collectivités et de leurs alliés. C'est à désespérer de la raison humaine. Tous les Allemands sont des monstres ! Tous les Anglais sont la perfidie incarnée ! etc. Se trouvant dernièrement dans le train, ma secrétaire, qui prenait des notices antialcooliques, entendit une dame suisse-romande dénigrer les Allemands, disant qu'on n'était jamais sûr de n'en pas avoir à côté de soi en chemin de fer. Alors ma secrétaire, qui est Suisse, lui dit tout haut, pour expérimenter : « Madame, je vous avertis que je suis allemande, si vous craignez d'être assise, à côté de moi, vous le savez ». Ce fut alors une explosion inouïe de colère : « Tous les Allemands sont des canailles, oui, tous, tous... on devrait les jeter au lac, ils ne nous donnent que de la graisse de cadavres... leur dieu n'est pas le vrai dieu, c'est un vieil abruti... (désignant ma secrétaire) voyez, voyez, elle écrit, c'est une espionne ! » Ma secrétaire crut presque que la dame allait passer aux actes. D'autres personnes s'en mêlèrent et chantè-

¹⁾ Voir les discours de Wilson, d'Edouard Grey, de Bethmann-Hollweg, etc. ; voir de plus Paul Otlet : « Les problèmes internationaux et la guerre », Genève 1916, Librairie Kündig et Paris, Rousseau et Cie ; L.-S. Wolfi : « International Government, The Fabian Society at the Fabian Bookshop », 25, Tothill Street, Westminster, London ; A. Forel : « Les Etats-Unis de la Terre », Lausanne, 1915, E. Peytrequin, rue Haldimand 18, et « La Paix supranationale », « Nouvelles de Hollande », 1916 ; Fried : Zwischenstaatliche Organisation », etc.).

rent des chants ironiques contre l'Allemagne. Ma secrétaire se tut et les fous affectifs sortirent. Ailleurs c'est la même chose en sens inverse ; on insulte les gens qui parlent français ou anglais, etc., etc.

Si l'on veut voir juste, il est évident qu'on doit faire abstraction de toutes ces absurdités, qui ne sont, hélas ! que trop entretenues par une presse vénale et rapace à l'aide d'articles tendancieux dans tous les sens. Passons aux faits indiscutables.

Pourquoi, ce qui est possible à l'intérieur des Etats, serait-il impossible pour leur ensemble ? Petits autrefois, beaucoup d'Etats sont devenus immenses aujourd'hui. On objecte l'hétérogénéité des races, des langues, des nationalités, des religions, etc. Cela ne tient pas debout. Examinons quelques Etats :

L'Angleterre n'a guère qu'une langue, mais, ayant appris à octroyer beaucoup de liberté à ses colonies, celles-ci, à de rares exceptions près, vivent heureuses et unies avec leur mère-patrie qui a beaucoup fait pour leur prospérité ; je l'ai vu moi-même en lieu et place. On objecte l'Irlande, mais c'est la faute des Irlandais qui n'arrivent pas à s'entendre entre eux, car dès longtemps on leur a accordé l'Home-Rule.

Composé d'un énorme amalgame de races diverses, les Etats-Unis vivent dès longtemps dans une paix profonde entre eux, grâce à la liberté des langues, des religions et des individus. Leur langue dominante n'est pas imposée. Ils sont même parvenus à créer une ligue panaméricaine pacifique avec les Etats de l'Amérique du Sud.

Autrefois ennemis, les Etats divers de l'Allemagne vivent entre eux en paix. Mais, en opprimant la langue ou les droits civils de quelques nationalités qui leur sont soumises (Polonais, Alsaciens, Danois), ils sont parvenus à s'en faire des ennemis intérieurs.

L'Autriche a été plus sage à bien des égards, mais son régime impérialiste, exclusivement catholique et féodal, a réussi à exciter contre elle bien des peuples à son intérieur. L'antisémitisme y joue par exemple un grand rôle, sans parler de la haine réciproque des Tchèques et des Allemands d'Autriche. Néanmoins, la parité des langues a beaucoup aidé à la paix intérieure de ce pays.

La Suisse est très petite, mais divisée en races variées, langues et religions fort diverses. Les principes de la révolution française, appliqués dès le début du XIX^e siècle, ont néanmoins fait cesser chez nous les guerres internes d'autrefois et introduit une paix durable solide entre tous les cantons.

Donc, ni la grandeur des Etats (l'Angleterre a d'immenses colonies sur les quatre autres continents), ni les langues, ni les races, ni les confessions, ni toute autre différence nationale ne sont en elles-mêmes un obstacle valable à l'organisation internationale des Etats de la terre. Seules les oppressions individuelles et collectives, lésant les libertés les plus élémentaires des personnes et des peuples, sont la cause de tout le mal, et c'est cette cause qu'il s'agit de combattre en organisant partout la liberté sur une base supranationale. Pareille base ne peut être que démocratique, mais elle doit l'être dans le plus large sens du mot. Certaines monarchies, comme l'Angleterre, la Norvège et le Danemark, par exemple, sont aussi démocratiques que de nombreuses républiques. Elles le sont bien plus, par exemple, que le Pérou, le Mexique et le Venezuela. On peut prendre de bons exemples partout, même en Autriche où la tolérance envers la religion musulmane est très remarquable et digne d'être étudiée et imitée (Bosnie et Herzégovine). Quoi qu'il en soit, les amalgames de nationalités cités ci-dessus : Angleterre, Etats-Unis, Allemagne et Suisse vivent, dès longtemps, dans une grande paix intérieure.

(A suivre).

Editeur responsable et imprimeur : Fr. Ruedli.